

PUBLIC-PRIVÉ : MÊMES ATTAQUES, MÊMES RIPOSTES EN GRÈVE LE 10 OCTOBRE!

Le Panneau Syndical SUD éducation #048 • Début Octobre 2017

Attaques contre les salarié-e-s du public et du privé

Un gouvernement qui tape sur l'école

Conceptions pédagogiques rétrogrades, autonomie accrue des directions des établissements du 2nd degré, réforme annoncée du baccalauréat, sélection à l'entrée de l'Université, suppression massive des CUI, attaques contre les fonctionnaires : le projet d'école du gouvernement ne manque pas de nous inquiéter.

Un gouvernement qui tape sur la fonction publique

Le ministre du Budget a assuré que le gouvernement appliquerait l'objectif de suppression de 120 000 postes dans la fonction publique d'ici à la fin du quinquennat dont 50 000 dans la Fonction publique d'État. SUD éducation revendique au contraire la création immédiate de postes à hauteur des besoins. Enfin, le rétablissement du jour de carence est une insulte aux salarié-e-s de la Fonction publique en même temps qu'une attaque contre leur rémunération.

Des attaques coordonnées contre les salarié-e-s

C'est bien une logique globale que met en place le gouvernement en privilégiant les plus riches au détriment des plus fragiles. Dans le privé comme dans le public, nous sommes visé-e-s par des réformes qui s'inscrivent dans la même stratégie. Plutôt que de morceler les ripostes, l'heure est à unifier nos luttes.

SUD éducation, avec l'Union syndicale Solidaires, appelle à se réunir sur nos lieux de travail et à discuter de l'ancrage d'une grève reconductible et interprofessionnelle. Celle-ci doit se construire dans chaque secteur, y compris l'éducation.

Hausse de la CSG : bonjour l'arnaque!

Macron a annoncé remonter le pouvoir d'achat des salarié-e-s du privé en supprimant les cotisations salariales maladie et chômage prélevées uniquement sur les salarié-e-s du privé et en augmentant la CSG qui est prélevée sur les salaires de tou-te-s les salarié-e-s, du privé comme du public, sur les pensions de retraites et les allocations de chômage. Macron joue la division en faisant payer aux retraité-e-s, chômeur-euse-s et fonctionnaires les « augmentations » de salaires du privé.

Les fonctionnaires devraient ainsi payer 3 à 4
milliards d'euros de cotisations sociales
supplémentaires chaque année. Les scenarii
proposés par le gouvernement pour compenser
cette perte ne concernent que les personnels
en poste au 1er janvier 2018. Ils reposent sur
l'instauration d'une indemnité, non prise en
compte dans le calcul de la retraite. Dans le
même temps, la réforme de l'ISF va faire
perdre 2 milliards d'euros à l'État au profit des
plus riches alors que le gouvernement
précédent leur avait déjà fait plus de 30
milliards de cadeaux fiscaux !



Pour vous tenir au courant des luttes, de l'actualité syndicale :

WWW.SUDEDUCATION.ORG